



**DECRET N° 2005-1678 DU 28 DECEMBRE 2005
RELATIF A LA PROCEDURE CIVILE, A CERTAINES
PROCEDURES D'EXECUTION ET A LA PROCEDURE
DE CHANGEMENT DE NOM
(TEXTES CONSOLIDES)***

* **AVERTISSEMENT** : Malgré le soin qui a été apporté à la comparaison des textes, l'exactitude du résultat ne peut être garanti. Il est rappelé que seules les versions publiées au Journal officiel font foi.

NOUVEAU CODE DE PROCÉDURE CIVILE

LIVRE PREMIER DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES JURIDICTIONS

TITRE DEUXIÈME L'ACTION

Art. 32-1

Celui qui agit en justice de manière dilatoire ou abusive peut être condamné à une amende civile « d'un maximum de 3 000 EUR », sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient réclamés

TITRE QUATRIÈME LA DEMANDE EN JUSTICE

CHAPITRE PREMIER LA DEMANDE INITIALE

SECTION PREMIÈRE LA DEMANDE EN MATIÈRE CONTENTIEUSE

Art. 54

Sous réserve des cas où l'instance est introduite par la présentation volontaire des parties devant le juge, la demande initiale est formée par assignation, par remise d'une requête conjointe au secrétariat de la juridiction ou par requête ou déclaration au secrétariat de la juridiction.

Art. 57-1

Lorsque cette faculté leur est ouverte par l'article 12, les parties peuvent, si elles ne l'ont déjà fait depuis la naissance du litige, conférer au juge dans la requête conjointe mission de statuer comme amiable compositeur ou le lier par les qualifications et points de droit auxquels elles entendent limiter le débat.

Art. 58

La requête ou la déclaration est l'acte par lequel le demandeur saisit la juridiction sans que son adversaire en ait été préalablement informé.

« Elle contient à peine de nullité :

« 1° Pour les personnes physiques : l'indication des nom, prénoms, profession, domicile, nationalité, date et lieu de naissance du demandeur ;

« Pour les personnes morales : l'indication de leur forme, leur dénomination, leur siège social et de l'organe qui les représente légalement ;

« 2° L'indication des noms et domicile de la personne contre laquelle la demande est formée, ou, s'il s'agit d'une personne morale, de sa dénomination et de son siège social ;

« 3° L'objet de la demande.

« Elle est datée et signée. »

TITRE CINQUIÈME LES MOYENS DE DÉFENSE

CHAPITRE II LES EXCEPTIONS DE PROCÉDURE

SECTION PREMIÈRE LES EXCEPTIONS D'INCOMPÉTENCE

SOUS-SECTION 3 LE CONTREDIT

Art. 88

«Les frais éventuellement afférents au contredit» sont à la charge de la partie qui succombe sur la question de compétence. Si elle est l'auteur du contredit, elle peut, en outre, être condamnée à une amende civile « d'un maximum de 3 000 EUR », sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient lui être réclamés.

TITRE SEPTIÈME L'ADMINISTRATION JUDICIAIRE DE LA PREUVE

SOUS-TITRE II LES MESURES D'INSTRUCTION

CHAPITRE PREMIER DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SECTION PREMIÈRE DÉCISIONS ORDONNANT LES MESURES D'INSTRUCTION

Art. 153

La décision qui ordonne une mesure d'instruction ne dessaisit pas le juge.

« La décision indique la date à laquelle l'affaire sera rappelée pour un nouvel examen. »

CHAPITRE IV LES DÉCLARATIONS DES TIERS

SECTION II L'ENQUÊTE

SOUS-SECTION 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 207

Les témoins défaillants peuvent être cités à leurs frais si leur audition est jugée nécessaire.

Les témoins défaillants et ceux qui, sans motif légitime, refusent de déposer ou de prêter serment peuvent être condamnés à une amende civile « d'un maximum de 3 000 EUR » .

Celui qui justifie n'avoir pas pu se présenter au jour fixé pourra être déchargé de l'amende et des frais de citation.

CHAPITRE V MESURES D'INSTRUCTION EXÉCUTÉES PAR UN TECHNICIEN

SECTION IV L'EXPERTISE

SOUS-SECTION 1 LA DÉCISION ORDONNANT L'EXPERTISE

Art. 267

Dès le prononcé de la décision nommant l'expert, le secrétaire de la juridiction lui en notifie copie par « tout moyen ».

«L'expert fait connaître sans délai au juge son acceptation; il doit commencer les opérations d'expertise dès qu'il est averti que les parties ont consigné la provision mise à leur charge, ou le montant de la première échéance

dont la consignation a pu être assortie, à moins que le juge ne lui enjoigne d'entreprendre immédiatement ses opérations.»

SOUS-SECTION 2 LES OPÉRATIONS D'EXPERTISE

Art. 276

L'expert doit prendre en considération les observations ou réclamations des parties, et, lorsqu'elles sont écrites, les joindre à son avis si les parties le demandent.

« Toutefois, lorsque l'expert a fixé aux parties un délai pour formuler leurs observations ou réclamations, il n'est pas tenu de prendre en compte celles qui auraient été faites après l'expiration de ce délai, à moins qu'il n'existe une cause grave et dûment justifiée, auquel cas il en fait rapport au juge.

« Lorsqu'elles sont écrites, les dernières observations ou réclamations des parties doivent rappeler sommairement le contenu de celles qu'elles ont présentées antérieurement. A défaut, elles sont réputées abandonnées par les parties.

« L'expert doit faire mention, dans son avis, de la suite qu'il aura donnée aux observations ou réclamations présentées. »

Art. 278-1

L'expert peut se faire assister dans l'accomplissement de sa mission par la personne de son choix qui intervient sous son contrôle et sa responsabilité. »

Art. 280

L'expert peut, sur justification de l'état d'avancement de ses opérations, être autorisé à prélever un acompte sur la somme consignée si la complexité de l'affaire le requiert.

« En cas d'insuffisance de la provision allouée, l'expert en fait rapport au juge qui peut ordonner la consignation d'une provision complémentaire à la charge de la partie qu'il détermine. A défaut de consignation dans le délai et selon les modalités fixés par le juge, et sauf prorogation de ce délai, l'expert dépose son rapport en l'état. »

SOUS-SECTION 3 L'AVIS DE L'EXPERT

Art. 282

Si l'avis n'exige pas de développements écrits, le juge peut autoriser l'expert à l'exposer oralement à l'audience; il en est dressé procès-verbal. La rédaction du procès-verbal peut toutefois être suppléée par une mention dans le jugement si l'affaire est immédiatement jugée en dernier ressort.

Dans les autres cas, l'expert doit déposer un rapport au secrétariat de la juridiction. Il n'est rédigé qu'un seul rapport, même s'il y a plusieurs experts; en cas de divergence, chacun indique son opinion.

Si l'expert a recueilli l'avis d'un autre technicien dans une spécialité distincte de la sienne, cet avis est joint, selon le cas, au rapport, au procès-verbal d'audience ou au dossier.

« Lorsque l'expert s'est fait assister dans l'accomplissement de sa mission en application de l'article 278-1, le rapport mentionne les nom et qualités des personnes qui ont prêté leur concours. »

Art. 284

Dès le dépôt du rapport, le juge fixe la rémunération de l'expert en fonction notamment des diligences accomplies, du respect des délais impartis et de la qualité du travail fourni.

Il autorise l'expert à se faire remettre jusqu'à due concurrence les sommes consignées au greffe. Il ordonne, selon le cas, soit le versement des sommes complémentaires dues à l'expert en indiquant la ou les parties qui en ont la charge, soit la restitution des sommes consignées en excédent.

Lorsque le juge envisage de fixer la rémunération de l'expert à un montant inférieur au montant demandé, il doit au préalable inviter l'expert à formuler ses observations.

Le juge délivre à l'expert, , un titre exécutoire.

SOUS-TITRE III LES CONTESTATIONS RELATIVES À LA PREUVE LITTÉRALE

CHAPITRE PREMIER LES CONTESTATIONS RELATIVES AUX ACTES SOUS SEING PRIVÉ

SECTION PREMIÈRE LA VÉRIFICATION D'ÉCRITURE

SOUS-SECTION 1 L'INCIDENT DE VÉRIFICATION

Art. 295

S'il est jugé que la pièce a été écrite ou signée par la personne qui l'a déniée, celle-ci est condamnée à une amende civile « d'un maximum de 3 000 EUR ». sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient réclamés.

CHAPITRE II L'INSCRIPTION DE FAUX CONTRE LES ACTES AUTHENTIQUES

Art. 305

Le demandeur en faux qui succombe est condamné à une amende civile « d'un maximum de 3 000 EUR » sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient réclamés.

TITRE DIXIÈME L'ABSTENTION, LA RÉCUSATION ET LE RENVOI

CHAPITRE II LA RÉCUSATION

Art. 353

Si la récusation est rejetée, son auteur peut être condamné à une amende civile « d'un maximum de 3 000 EUR ». sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être réclamés.

TITRE QUATORZIÈME LE JUGEMENT

CHAPITRE PREMIER DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SECTION PREMIÈRE LES DÉBATS, LE DÉLIBÉRÉ ET LE JUGEMENT

SOUS-SECTION 3 LE JUGEMENT

Art. 450

Si le jugement ne peut être prononcé sur-le-champ, le prononcé en est renvoyé, pour plus ample délibéré, à une date que le président indique « à moins qu'il ait été fait application du troisième alinéa de l'article 764 ».

« Il peut toutefois aviser les parties, à l'issue des débats, que le jugement sera prononcé par sa mise à disposition au greffe de la juridiction, à la date qu'il indique « à moins qu'il ait été fait application du troisième alinéa de l'article 764 ». »

« S'il décide de renvoyer le prononcé du jugement à une date ultérieure, le président en avise les parties par tout moyen. Cet avis comporte les motifs de la prorogation ainsi que la nouvelle date à laquelle la décision sera rendue. »

SECTION II LE DÉFAUT DE COMPARUTION

SOUS-SECTION 2 LE JUGEMENT RENDU PAR DÉFAUT ET LE JUGEMENT RÉPUTÉ CONTRADICTOIRE

Art. 474

En cas de pluralité de défendeurs cités pour le même objet, lorsque l'un au moins d'entre eux ne comparaît pas, le jugement est réputé contradictoire à l'égard de tous si la décision est susceptible d'appel ou si ceux qui ne comparaissent pas ont été cités à personne.

« Lorsque la décision n'est pas susceptible d'appel et que l'une au moins des parties qui n'a pas comparu n'a pas été citée à personne, le jugement est rendu par défaut. »

TITRE QUINZIÈME L'EXÉCUTION DU JUGEMENT

CHAPITRE IV L'EXÉCUTION PROVISOIRE

Art. 515

Hors les cas où elle est de droit, l'exécution provisoire peut être ordonnée, à la demande des parties ou d'office, chaque fois que le juge l'estime nécessaire et compatible avec la nature de l'affaire, à condition qu'elle ne soit pas interdite par la loi.

Elle peut être ordonnée pour tout ou partie de la condamnation..

Art. 525-1.

Lorsque l'exécution provisoire n'a pas été demandée, ou si, l'ayant été, le juge a omis de statuer, elle ne peut être demandée, en cas d'appel, qu'au premier président statuant en référé ou, dès lors qu'il est saisi, au magistrat chargé de la mise en état.

Art. 526

Lorsque l'exécution provisoire est de droit ou a été ordonnée, le premier président ou, dès qu'il est saisi, le conseiller de la mise en état peut, en cas d'appel, décider, à la demande de l'intimé et après avoir recueilli les observations des parties, la radiation du rôle de l'affaire lorsque l'appelant ne justifie pas avoir exécuté la décision frappée d'appel ou avoir procédé à la consignation autorisée dans les conditions prévues à l'article 521, à moins qu'il lui apparaisse que l'exécution serait de nature à entraîner des conséquences manifestement excessives ou que l'appelant est dans l'impossibilité d'exécuter la décision.

« Le premier président ou le conseiller chargé de la mise en état autorise, sauf s'il constate la péremption, la réinscription de l'affaire au rôle de la cour sur justification de l'exécution de la décision attaquée. »

TITRE SEIZIÈME LES VOIES DE RECOURS

SOUS-TITRE II LES VOIES ORDINAIRES DE RECOURS

Art. 540

Si le jugement a été rendu par défaut ou s'il est réputé contradictoire, le juge a la faculté de relever le défendeur de la forclusion résultant de l'expiration du délai si le défendeur, sans qu'il y ait eu faute de sa part, n'a pas eu connaissance du jugement en temps utile pour exercer son recours, ou s'il s'est trouvé dans l'impossibilité d'agir.

Le relevé de forclusion est demandé au président de la juridiction compétente pour connaître de l'opposition ou de l'appel. Le président est saisi comme en matière de référé.

« La demande est recevable jusqu'à l'expiration d'un délai de deux mois suivant le premier acte signifié à personne ou, à défaut, suivant la première mesure d'exécution ayant pour effet de rendre indisponibles en tout ou partie les biens du débiteur. »

Le président se prononce sans recours.

S'il fait droit à la requête, le délai d'opposition ou d'appel court à compter de la date de sa décision, sauf au président à réduire le délai ou à ordonner que la citation sera faite pour le jour qu'il fixe.

CHAPITRE PREMIER L'APPEL

SECTION PREMIÈRE LE DROIT D'APPEL

SOUS-SECTION 3 DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 559

En cas d'appel principal dilatoire ou abusif, l'appelant peut être condamné à une amende civile « d'un maximum de 3 000 EUR », sans préjudice des dommages-intérêts qui lui seraient réclamés.

Cette amende, perçue séparément des droits d'enregistrement de la décision qui l'a prononcée, ne peut être réclamée aux intimés. Ceux-ci peuvent obtenir une expédition de la décision revêtue de la formule exécutoire sans que le non-paiement de l'amende puisse y faire obstacle.

SOUS-TITRE III LES VOIES EXTRAORDINAIRES DE RECOURS

Art. 581

En cas de recours dilatoire ou abusif, son auteur peut être condamné à une amende civile « d'un maximum de 3 000 EUR », sans préjudice des dommages-intérêts qui seraient réclamés à la juridiction saisie du recours.

TITRE DIX-SEPTIÈME DÉLAIS, ACTES D'HUISSIER DE JUSTICE ET NOTIFICATIONS

CHAPITRE PREMIER LA COMPUTATION DES DÉLAIS

Art. 647-1

La date de notification d'un acte judiciaire ou extrajudiciaire dans une collectivité d'outre-mer ou en Nouvelle-Calédonie ainsi qu'à l'étranger est, à l'égard de celui qui y procède, la date d'expédition de l'acte par l'huissier de justice ou le greffe, ou, à défaut, la date de réception par le parquet compétent.

CHAPITRE III LA FORME DES NOTIFICATIONS

SECTION PREMIÈRE LA SIGNIFICATION

Art. 653

La date de la signification d'un acte d'huissier de justice «, sous réserve de l'article « 647-1 »,» est celle du jour où elle est faite à personne, à domicile, à résidence ou, dans le cas mentionné à l'article 659, celle de l'établissement du procès-verbal.

Art. 655

Si la signification à personne s'avère impossible, l'acte peut être délivré soit à domicile, soit, à défaut de domicile connu, à résidence.

« L'huissier de justice doit relater dans l'acte les diligences qu'il a accomplies pour effectuer la signification à la personne de son destinataire et les circonstances caractérisant l'impossibilité d'une telle signification.

« La copie peut être remise à toute personne présente au domicile ou à la résidence du destinataire.

« La copie ne peut être laissée qu'à condition que la personne présente l'accepte et déclare ses nom, prénoms et qualité. »

L'huissier de justice doit laisser, dans tous ces cas, au domicile ou à la résidence du destinataire, un avis de passage daté l'avertissant de la remise de la copie et mentionnant la nature de l'acte, le nom du requérant ainsi que les indications relatives à la personne à laquelle la copie a été remise.

Art. 656

Si personne ne peut ou ne veut recevoir la copie de l'acte et s'il résulte des vérifications faites par l'huissier de justice, dont il sera fait mention dans l'acte de signification, que le destinataire demeure bien à l'adresse indiquée, l'huissier de justice laisse au domicile ou à la résidence de celui-ci un avis de passage conforme aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 655. Cet avis mentionne, en outre, que la copie de l'acte doit être retirée dans le plus bref délai à l'étude de l'huissier de justice, contre récépissé ou émargement, par l'intéressé ou par toute personne spécialement mandatée.

« La copie de l'acte est conservée à l'étude pendant trois mois. Passé ce délai, l'huissier de justice en est déchargé.

« L'huissier de justice peut, à la demande du destinataire, transmettre la copie de l'acte à une autre étude où celui-ci pourra le retirer dans les mêmes conditions.

Art. 657

« Lorsque l'acte n'est pas délivré à personne, l'huissier de justice mentionne sur la copie les conditions dans lesquelles la remise a été effectuée. »

La copie de l'acte signifié doit être placée sous enveloppe fermée ne portant que l'indication des nom et adresse du destinataire de l'acte, et le cachet de l'huissier apposé sur la fermeture du pli

Art. 658

Dans tous les cas prévus aux articles 655 et 656, l'huissier de justice doit aviser l'intéressé de la signification, le jour même ou au plus tard le premier jour ouvrable, par lettre simple comportant les mêmes mentions que l'avis de passage et rappelant, si la copie de l'acte a été « déposée en son étude », les dispositions du dernier alinéa de l'article 656; la lettre contient en outre une copie de l'acte de signification.

Il en est de même en cas de signification à domicile élu ou lorsque la signification est faite à une personne morale.

Le cachet de l'huissier est apposé sur l'enveloppe

Art. 660

Si l'acte est destiné à une personne qui demeure dans une collectivité d'outre-mer ou en Nouvelle-Calédonie, et à moins que la signification ait pu être faite à personne, l'huissier de justice expédie l'acte à l'autorité compétente aux fins de sa remise à l'intéressé selon les modalités applicables dans la collectivité où il demeure.

« L'huissier de justice doit, le jour même ou, au plus tard, le premier jour ouvrable suivant, expédier au destinataire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la copie certifiée conforme de l'acte.

Art. 661

L'autorité compétente informe l'huissier de justice des diligences faites ; elle lui transmet, le cas échéant, tout procès-verbal ou récépissé constatant la remise de l'acte. Ces documents sont tenus par l'huissier de justice à la disposition de la juridiction.

SECTION II LA NOTIFICATION DES ACTES EN LA FORME ORDINAIRE

Art. 665-1

Lorsqu'elle est effectuée à la diligence du greffe, la notification au défendeur d'un acte introductif d'instance comprend, de manière très apparente :

« 1° Sa date ;

« 2° L'indication de la juridiction devant laquelle la demande est portée ;

« 3° L'indication que, faute pour le défendeur de comparaître, il s'expose à ce qu'un jugement soit rendu contre lui sur les seuls éléments fournis par son adversaire ;

« 4° Le cas échéant, la date de l'audience à laquelle le défendeur est convoqué ainsi que les conditions dans lesquelles il peut se faire assister ou représenter. »

Art. 668

La date de la notification «, sous réserve de l'article « 647-1 »,» par voie postale est, à l'égard de celui qui y procède, celle de l'expédition, et, à l'égard de celui à qui elle est faite, la date de la réception de la lettre.

Art. 670

La notification est réputée faite à personne lorsque l'avis de réception est signé par son destinataire.

« La notification est réputée faite à domicile ou à résidence lorsque l'avis de réception est signé par une personne munie d'un pouvoir à cet effet. »

Art. 670-1

En cas de retour au secrétariat de la juridiction d'une lettre de notification « dont l'avis de réception n'a pas été signé dans les conditions prévues à l'article 670 », le secrétaire invite la partie à procéder par voie de signification.

Art. 670-2

Si l'acte est destiné à une personne qui demeure dans une collectivité d'outre-mer ou en Nouvelle-Calédonie, le secrétaire de la juridiction expédie l'acte à l'autorité compétente aux fins de sa remise à l'intéressé selon les modalités applicables dans la collectivité où il demeure.

« L'autorité compétente informe la juridiction des diligences faites ; elle lui transmet, le cas échéant, tout procès-verbal ou récépissé constatant la remise de l'acte.

SECTION V RÈGLES PARTICULIÈRES AUX NOTIFICATIONS INTERNATIONALES

SOUS-SECTION 1 NOTIFICATION DES ACTES À L'ÉTRANGER

Art. 683

Sous réserve de l'application des règlements communautaires et des traités internationaux, la transmission des actes judiciaires et extrajudiciaires à l'étranger est faite par voie de notification ou de signification internationales dans les conditions prévues par la présente sous-section.

Art. 684

L'acte destiné à être notifié à une personne ayant sa résidence habituelle à l'étranger est remis au parquet, sauf dans les cas où un règlement communautaire ou un traité international autorise l'huissier de justice ou le greffe à transmettre directement cet acte à son destinataire ou à une autorité compétente de l'Etat de destination.

« L'acte destiné à être notifié à un Etat étranger, à un agent diplomatique étranger en France ou à tout autre bénéficiaire de l'immunité de juridiction est remis au parquet et transmis par l'intermédiaire du ministre de la justice aux fins de signification par voie diplomatique, à moins qu'en vertu d'un règlement communautaire ou d'un traité international la transmission puisse être faite par une autre voie.

« Le parquet auquel la remise doit être faite est, selon le cas, celui de la juridiction devant laquelle la demande est portée, celui de la juridiction qui a statué ou celui de la juridiction dans le ressort de laquelle demeure le requérant. S'il n'existe pas de parquet près la juridiction, l'acte est remis au parquet du tribunal de grande instance dans le ressort duquel cette juridiction a son siège.

Art. 685

. - L'autorité chargée de la notification remet deux copies de l'acte au procureur de la République qui vise l'original.

« Le procureur de la République fait parvenir sans délai les copies de l'acte au ministre de la justice aux fins de transmission ou à l'autorité désignée en vertu du règlement communautaire ou du traité international applicable.

« Il y joint une ordonnance du juge prescrivant la transmission de l'acte lorsque l'intervention du juge est exigée par le pays destinataire.

Art. 686

A moins que la notification ait pu être faite par voie postale, l'autorité chargée de la notification doit, le jour même ou, au plus tard, le premier jour ouvrable suivant, expédier au destinataire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une copie certifiée conforme de l'acte notifié indiquant de manière très apparente qu'elle en constitue une simple copie.

Art. 687

Le procureur de la République informe l'autorité requérante des diligences faites ; il lui transmet, le cas échéant, tout procès-verbal ou récépissé constatant la remise de la copie de l'acte, pour être annexé au premier original. Si la notification a été requise par un huissier de justice, celui-ci tient ces documents à la disposition de la juridiction.

Art. 688

S'il n'est pas établi que le destinataire d'un acte en a eu connaissance en temps utile, le juge saisi de l'affaire ne peut statuer au fond que si les conditions ci-après sont réunies :

« 1° L'acte a été transmis selon les modes prévus par les règlements communautaires ou les traités internationaux applicables ou, à défaut de ceux-ci, selon les prescriptions des articles 684 à 687 ;

« 2° Un délai d'au moins six mois s'est écoulé depuis l'envoi de l'acte ;

« 3° Aucun justificatif de remise de l'acte n'a pu être obtenu nonobstant les démarches effectuées auprès des autorités compétentes de l'Etat où l'acte doit être remis.

« Le juge peut prescrire d'office toutes diligences complémentaires, notamment donner commission rogatoire à toute autorité compétente aux fins de s'assurer que le destinataire a eu connaissance de l'acte et de l'informer des conséquences d'une abstention de sa part.

« Toutefois, le juge peut ordonner immédiatement les mesures provisoires ou conservatoires nécessaires à la sauvegarde des droits du demandeur. »

SECTION VII DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 693

Ce qui est prescrit par «les articles 654 à 659», « 663 à 665-1 », 672, 675, 678, 680, 683, 684, 686, 689 à 692 est observé à peine de nullité.

«Doivent être également observées, à peine de nullité, les dispositions des articles 4, 6 et 7 du règlement (CE) n° 1348/2000 du Conseil du 29 mai 2000 en cas d'expédition d'un acte vers un autre État membre de la Communauté européenne à l'exception du Royaume du Danemark.»

TITRE DIX-NEUVIÈME LE SECRÉTARIAT DE LA JURIDICTION

Art. 729-1

.Le répertoire général, le dossier et le registre peuvent être tenus sur support électronique. Le système de traitement des informations doit en garantir l'intégrité et la confidentialité et permettre d'en assurer la conservation.

TITRE VINGT ET UNIÈME -LA COMMUNICATION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Art. 748-1

.Les envois, remises et notifications des actes de procédure, des pièces, avis, avertissements ou convocations, des rapports, des procès-verbaux ainsi que des copies et expéditions revêtues de la formule exécutoire des décisions juridictionnelles peuvent être effectués par voie électronique dans les conditions et selon les modalités fixées par le présent titre.

Art. 748-2

.Le destinataire des envois, remises et notifications mentionnés à l'article 748-1 doit consentir expressément à l'utilisation de la voie électronique.

Art. 748-3

Les envois, remises et notifications mentionnés à l'article 748-1 font l'objet d'un avis électronique de réception adressé par le destinataire, qui indique la date et, le cas échéant, l'heure de celle-ci.

Art. 748-4

.Lorsqu'un document a été établi en original sur support papier, le juge peut en exiger la production.

Art. 748-5

.L'usage de la communication par voie électronique ne fait pas obstacle au droit de la partie intéressée de demander la délivrance, sur support papier, de l'expédition de la décision juridictionnelle revêtue de la formule exécutoire.

Art. 748-6.

Les procédés techniques utilisés doivent garantir, dans des conditions fixées par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, la fiabilité de l'identification des parties à la communication électronique, l'intégrité des documents adressés, la sécurité et la confidentialité des échanges, la conservation des transmissions opérées et permettre d'établir de manière certaine la date d'envoi et celle de la réception par le destinataire. »

TITRE VINGT DEUXIEME DISPOSITION FINALE

LIVRE DEUXIÈME DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CHAQUE JURIDICTION

TITRE PREMIER DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE

SOUS-TITRE PREMIER LA PROCÉDURE DEVANT LE TRIBUNAL

CHAPITRE PREMIER LA PROCÉDURE EN MATIÈRE CONTENTIEUSE

SECTION PREMIÈRE LA PROCÉDURE ORDINAIRE

SOUS-SECTION 3 INSTRUCTION DEVANT LE JUGE DE LA MISE EN ÉTAT

Art. 764

Le juge de la mise en état fixe, au fur et à mesure, les délais nécessaires à l'instruction de l'affaire, eu égard à la nature, à l'urgence et à la complexité de celle-ci, et après avoir provoqué l'avis des avocats.

Il peut accorder des prorogations de délai.

« Il peut, après avoir recueilli l'accord des avocats, fixer un calendrier de la mise en état.

« Le calendrier comporte le nombre prévisible et la date des échanges de conclusions, la date de la clôture, celle des débats et, par dérogation aux premier et deuxième alinéas de l'article 450, celle du prononcé de la décision.

« Les délais fixés dans le calendrier de la mise en état ne peuvent être prorogés qu'en cas de cause grave et dûment justifiée.

« Le juge peut également renvoyer l'affaire à une conférence ultérieure en vue de faciliter le règlement du litige. »

Art. 768

Le juge de la mise en état peut constater la conciliation, même partielle, des parties.

« Il homologue, à la demande des parties, l'accord qu'elles lui soumettent. »

Art. 771

Lorsque la demande est présentée postérieurement à sa désignation, le juge de la mise en état est, jusqu'à son dessaisissement, seul compétent, à l'exclusion de toute autre formation du tribunal, pour:

1. «Statuer sur les exceptions de procédure» «et sur les incidents mettant fin à l'instance» « ; les parties ne sont plus recevables à soulever ces exceptions et incidents ultérieurement à moins qu'ils ne surviennent ou soient révélés postérieurement au dessaisissement du juge ; ».

2. Allouer une provision pour le procès;

3. Accorder une provision au créancier lorsque l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable. Le juge de la mise en état peut subordonner l'exécution de sa décision à la constitution d'une garantie dans les conditions prévues aux articles 517 à 522;

4. Ordonner toutes autres mesures provisoires, même conservatoires, à l'exception des saisies conservatoires et des hypothèques et nantissements provisoires, ainsi que modifier ou compléter, en cas de survenance d'un fait nouveau, les mesures qui auraient déjà été ordonnées;

5. Ordonner, même d'office, toute mesure d'instruction.

Art. 772

Le juge de la mise en état peut statuer sur les dépens « et les demandes formées en application de l'article 700 ».

Art. 775

Les ordonnances du juge de la mise en état n'ont pas, au principal, l'autorité de la chose jugée« à l'exception de celles statuant sur les exceptions de procédure et sur les incidents mettant fin à l'instance »..

Art. 776

Les ordonnances du juge de la mise en état ne sont pas susceptibles d'opposition.

« Elles ne peuvent être frappées d'appel ou de pourvoi en cassation qu'avec le jugement statuant sur le fond.

« Toutefois, elles sont susceptibles d'appel dans les cas et conditions prévus en matière d'expertise ou de sursis à statuer.

« Elles le sont également, dans les quinze jours à compter de leur signification, lorsque :

« 1° Elles statuent sur un incident mettant fin à l'instance, elles ont pour effet de mettre fin à celle-ci ou elles en constatent l'extinction ;

« 2° Elles statuent sur une exception de procédure ;

« 3° Elles ont trait aux mesures provisoires ordonnées en matière de divorce ou de séparation de corps ;

« 4° Dans le cas où le montant de la demande est supérieur au taux de compétence en dernier ressort, elles ont trait aux provisions qui peuvent être accordées au créancier au cas où l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestable. »

Article 779

Sauf dans le cas où il est fait application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 764, le juge de la mise en état déclare l'instruction close dès que l'état de celle-ci le permet et renvoie l'affaire devant le tribunal pour être plaidée à la date fixée par le président ou par lui-même s'il a reçu délégation à cet effet. La date de la clôture doit être aussi proche que possible de celle fixée pour les plaidoiries.

« S'il l'estime nécessaire pour l'établissement de son rapport à l'audience, le juge de la mise en état peut demander aux avocats de déposer au greffe leur dossier, comprenant notamment les pièces produites, à la date qu'il détermine.

« Le président ou le juge de la mise en état, s'il a reçu délégation à cet effet, peut également, à la demande des avocats, et après accord, le cas échéant, du ministère public, autoriser le dépôt des dossiers au greffe de la chambre à une date qu'il fixe, quand il lui apparaît que l'affaire ne requiert pas de plaidoiries.

« Le juge de la mise en état demeure saisi jusqu'à l'ouverture des débats ou jusqu'à la date fixée pour le dépôt des dossiers des avocats. »

Article 780

Si l'un des avocats n'a pas accompli les actes de la procédure dans le délai imparti, le juge peut ordonner la clôture à son égard, d'office ou à la demande d'une autre partie, sauf, en ce dernier cas, la possibilité pour le juge de refuser par ordonnance motivée non susceptible de recours. Copie de l'ordonnance est adressée à la partie défaillante, à son domicile réel ou à sa résidence.

« Le juge rétracte l'ordonnance de clôture partielle, d'office ou lorsqu'il est saisi de conclusions à cette fin, pour permettre de répliquer à des demandes ou des moyens nouveaux présentés par une partie postérieurement à cette ordonnance. Il en est de même en cas de cause grave et dûment justifiée.

« Si aucune autre partie ne doit conclure, le juge ordonne la clôture de l'instruction et le renvoi devant le tribunal. »

Article 785

Le juge de la mise en état fait un rapport oral de l'affaire à l'audience avant les plaidoiries. Exceptionnellement, le rapport peut être fait par le président de la chambre ou un autre juge qu'il désigne.

« Le rapport expose l'objet de la demande et les moyens des parties, il précise les questions de fait et de droit soulevées par le litige et fait mention des éléments propres à éclairer le débat, sans faire connaître l'avis du magistrat qui en est l'auteur. »

Art. 786-1

Lorsqu'il a été fait application du troisième alinéa de l'article 779, le président de la chambre, à l'expiration du délai prévu pour la remise des dossiers, informe les parties du nom des juges de la chambre qui seront amenés à délibérer et de la date à laquelle le jugement sera rendu. »

TITRE DEUXIÈME DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU TRIBUNAL D'INSTANCE ET À LA JURIDICTION DE PROXIMITÉ

SOUS-TITRE PREMIER LA PROCÉDURE ORDINAIRE

CHAPITRE II LA PROCÉDURE SUR ASSIGNATION À TOUTES FINS

Art. 838

Le «juge» est saisi, à la diligence de l'une ou l'autre partie, par la remise au secrétariat-greffe, d'une copie de l'assignation.

Cette remise doit avoir lieu au plus tard huit jours avant la date de l'audience. « , sous peine de caducité de l'assignation constatée d'office par ordonnance du juge, ou, à défaut, à la requête d'une partie. »

CHAPITRE IV LA DÉCLARATION AU GREFFE

Article 847-1

Lorsque le montant de la demande n'excède pas 4 000 euros, la juridiction peut être saisie par une déclaration faite, remise ou adressée au greffe, où elle est enregistrée.

Outre les mentions prescrites par l'article 58, la déclaration doit contenir un exposé sommaire des motifs de la demande. La prescription et les délais pour agir sont interrompus par l'enregistrement de la déclaration.

Art. 847-2

Les parties sont convoquées à l'audience par le greffier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il adresse le même jour copie de cette convocation par lettre simple. Le demandeur peut aussi être convoqué verbalement contre élargement.

« La convocation adressée au défendeur vaut citation. Elle comprend en annexe une copie de la déclaration. »

TITRE TROISIÈME DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU TRIBUNAL DE COMMERCE

CHAPITRE PREMIER LA PROCÉDURE DEVANT LE TRIBUNAL DE COMMERCE

SECTION PREMIÈRE L'INTRODUCTION DE L'INSTANCE

SOUS-SECTION 1 L'ASSIGNATION

Art. 857

Le tribunal est saisi, à la diligence de l'une ou l'autre partie, par la remise au greffe d'une copie de l'assignation.

Cette remise doit avoir lieu au plus tard huit jours avant la date de l'audience « , sous peine de caducité de l'assignation constatée d'office par ordonnance, selon le cas, du président ou du juge rapporteur, ou, à défaut, à la requête d'une partie. ».

CHAPITRE II LES POUVOIRS DU PRÉSIDENT

SECTION PREMIÈRE LES ORDONNANCES DE RÉFÉRÉ

Art. 873-1

.A la demande de l'une des parties, et si l'urgence le justifie, le président saisi en référé peut renvoyer l'affaire à une audience dont il fixe la date pour qu'il soit statué au fond. Il veille à ce que le défendeur dispose d'un temps suffisant pour préparer sa défense. L'ordonnance emporte saisine du tribunal. »

TITRE CINQUIÈME DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU TRIBUNAL PARITAIRE DE BAUX RURAUX

CHAPITRE PREMIER LA PROCÉDURE ORDINAIRE

Article 885

« La demande est formée et le tribunal saisi par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice adressé au greffe du tribunal.

« Lorsqu'elle est formée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la demande comporte les mentions prescrites par l'article 58.

« Dans tous les cas, la demande doit indiquer, même de façon sommaire, les motifs sur lesquels elle repose. »

Les demandes soumises à publication au fichier immobilier sont faites par acte d'huissier de justice.

CHAPITRE II LES ORDONNANCES DE RÉFÉRÉ

Art.895

Le délai d'appel est de quinze jours.

L'appel est formé, instruit et jugé comme il est dit à l'article 892.

Art. 896

A la demande de l'une des parties, et si l'urgence le justifie, le président saisi en référé peut renvoyer l'affaire à une audience dont il fixe la date pour qu'il soit statué au fond. Il veille à ce que le défendeur dispose d'un temps suffisant pour préparer sa défense. L'ordonnance emporte saisine du tribunal. »

TITRE SIXIÈME DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA COUR D'APPEL

SOUS-TITRE PREMIER LA PROCÉDURE DEVANT LA FORMATION COLLÉGIALE

CHAPITRE PREMIER LA PROCÉDURE EN MATIÈRE CONTENTIEUSE

SECTION PREMIÈRE LA PROCÉDURE AVEC REPRÉSENTATION OBLIGATOIRE

SOUS-SECTION 1 LA PROCÉDURE ORDINAIRE

Article 901

« La déclaration d'appel est faite par acte contenant, outre les mentions prescrites par l'article 58, et à peine de nullité : »

1° La constitution de l'avoué de l'appelant.

2° L'indication du jugement.

3° L'indication de la cour devant laquelle l'appel est porté.

La déclaration indique, le cas échéant, les chefs du jugement auxquels l'appel est limité et le nom de l'avocat chargé d'assister l'appelant devant la cour.

Elle est signée par l'avoué. Elle est accompagnée d'une copie de la décision. Elle vaut demande d'inscription au rôle.

Art. 910

L'affaire est instruite sous le contrôle d'un magistrat de la chambre à laquelle elle est distribuée, dans les conditions prévues par les articles 763 à 787 et par les dispositions qui suivent.

«Lorsque l'affaire semble présenter un caractère d'urgence ou être en état d'être jugée, «ou lorsque l'appel est relatif à une ordonnance de référé,» « ou à une des ordonnances du juge de la mise en état énumérées aux 1° à 4° de l'article 776 » le président de la chambre saisie, d'office ou à la demande d'une partie, fixe à bref délai l'audience à laquelle elle sera appelée; au jour indiqué, il est procédé selon les modalités prévues aux articles 760 à 762.»

Art. 914

Les ordonnances du conseiller de la mise en état ne sont susceptibles d'aucun recours indépendamment de l'arrêt sur le fond.

«Toutefois, elles peuvent être déferées par simple requête à la cour dans les quinze jours de leur date lorsqu'elles ont pour effet de mettre fin à l'instance, lorsqu'elles constatent son extinction, lorsqu'elles ont trait à des mesures provisoires en matière de divorce ou de séparation de corps ou lorsqu'elles statuent sur une exception « de procédure ou un incident mettant fin à l'instance. »»

SECTION II LA PROCÉDURE SANS REPRÉSENTATION OBLIGATOIRE

Art. 933

« La déclaration comporte les mentions prescrites par l'article 58. ». Elle désigne le jugement dont il est fait appel et mentionne, le cas échéant, le nom et l'adresse du représentant de l'appelant devant la cour. «Elle est accompagnée de la copie de la décision.»

TITRE SEPTIÈME DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À LA COUR DE CASSATION

CHAPITRE PREMIER LA PROCÉDURE AVEC REPRÉSENTATION OBLIGATOIRE

Art. 975

La déclaration de pourvoi est faite par acte contenant, outre les mentions prescrites par l'article 58 :

« 1° La constitution de l'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation du demandeur ;

« 2° L'indication de la décision attaquée ;

« 3° Le cas échéant, les chefs de la décision auxquels le pourvoi est limité ;

« 4° L'état de la procédure d'exécution, sauf dans les cas où l'exécution de la décision attaquée est interdite par la loi ;

« Elle est signée par l'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation. »

CHAPITRE II LA PROCÉDURE SANS REPRÉSENTATION OBLIGATOIRE

Art. 985

« Outre les mentions prescrites par l'article 58, la déclaration désigne la décision attaquée. » «Elle indique l'état de la procédure d'exécution, sauf dans les cas où l'exécution de la décision attaquée est interdite par la loi.»

CHAPITRE III LA PROCÉDURE EN MATIÈRE ÉLECTORALE

SECTION II LES ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Art. 1000

Outre les mentions prescrites par l'article 58, la déclaration désigne la décision attaquée.

CHAPITRE IV DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 1009-1

Hors les matières où le pourvoi empêche l'exécution de la décision attaquée, le premier président ou son délégué décide, à la demande du défendeur et après avoir recueilli l'avis du procureur général et les observations des parties, « la radiation » d'une affaire lorsque le demandeur ne justifie pas avoir exécuté la décision frappée de pourvoi, à moins qu'il ne lui apparaisse que l'exécution serait de nature à entraîner des conséquences manifestement excessives« ou que le demandeur est dans l'impossibilité d'exécuter la décision ».

La demande du défendeur doit, à peine d'irrecevabilité prononcée d'office, être présentée avant l'expiration des délais prescrits aux articles 982 et 991.

La décision « de radiation » n'emporte pas suspension des délais impartis au demandeur au pourvoi par les articles 978 et 989.

Art. 1009-2

Le délai de péremption court à compter de la notification de la décision ordonnant « la radiation ». Il est interrompu par un acte manifestant sans équivoque la volonté d'exécuter

CHAPITRE V DISPOSITIONS DIVERSES

SECTION III LA RÉCUSATION

Art. 1027

La demande de récusation d'un magistrat de la Cour de cassation est examinée par une chambre autre que celle à laquelle l'affaire est distribuée et qui est désignée par le premier président.

LIVRE TROISIÈME DISPOSITIONS PARTICULIÈRES À CERTAINES MATIÈRES

TITRE PREMIER LES PERSONNES

CHAPITRE X LA TUTELLE DES MINEURS

SECTION III DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 1230

« L'amende civile prévue aux articles 395, 412 et 413 du code civil ne peut excéder 3 000 EUR. »

Les décisions qui les prononcent ne sont pas susceptibles du recours prévu à l'article 1215.

CHAPITRE IX L'AUTORITÉ PARENTALE

SECTION II L'ASSISTANCE ÉDUCATIVE

Art. 1195

«Les convocations et notifications sont faites par le secrétariat greffe par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et par lettre simple. Le juge peut, toutefois, décider qu'elles auront lieu par acte d'huissier de justice« , le cas échéant, à la diligence du greffe, » ou par la voie administrative.»

La remise d'une expédition du jugement contre récépissé daté et signé équivaut à la notification.

TITRE QUATRIÈME LES OBLIGATIONS ET LES CONTRATS

CHAPITRE PREMIER LES PROCÉDURES D'INJONCTION

SECTION PREMIÈRE L'INJONCTION DE PAYER

Art. 1407

La demande est formée par requête remise ou adressée, selon le cas, «*au secrétariat-greffe ou*» au greffe par le créancier ou par tout mandataire.

« Outre les mentions prescrites par l'article 58, la requête contient l'indication précise du montant de la somme réclamée avec le décompte des différents éléments de la créance ainsi que le fondement de celle-ci. »

Elle est accompagnée des documents justificatifs.

Art. 1418

Le *secrétaire-greffier* ou le greffier convoque les parties à l'audience par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La convocation est adressée à toutes les parties, même à celles qui n'ont pas formé opposition.

« La convocation contient :

« 1° Sa date ;

« 2° L'indication de la juridiction devant laquelle l'opposition est portée ;

« 3° L'indication de la date de l'audience à laquelle le défendeur est convoqué ;

« 4° L'indication que, faute pour le défendeur de comparaître, il s'expose à ce qu'un jugement soit rendu contre lui sur les seuls éléments fournis par son adversaire ;

« 5° Les conditions dans lesquelles le défendeur peut se faire assister ou représenter.

« Ces mentions sont prescrites à peine de nullité. »

Art. 1425-3

La demande est formée par requête déposée ou adressée au greffe par le bénéficiaire de l'obligation ou par les personnes mentionnées à l'article 828.

« Outre les mentions prescrites par l'article 58, la requête contient :

« 1° L'indication précise de la nature de l'obligation dont l'exécution est poursuivie ainsi que le fondement de celle-ci ;

« 2° Eventuellement, les dommages et intérêts qui seront réclamés en cas d'inexécution de l'injonction de faire. »

Elle est accompagnée des documents justificatifs.

La prescription et les délais pour agir sont interrompus par l'enregistrement au greffe de la requête.

CODE DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE

LIVRE DEUXIÈME LA COUR D'APPEL

TITRE PREMIER DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE II ORGANISATION

Art. R.* 212-5

« Après cassation d'un arrêt en matière civile, le premier président, d'office ou à la demande des parties, renvoie l'affaire à l'audience solennelle si la nature ou la complexité de celle-ci le justifie. Cette décision est une mesure d'administration judiciaire. »

«Le contentieux des élections au Conseil national des barreaux ou au conseil de l'Ordre ou de celles des bâtonniers, ainsi que les recours dirigés contre les décisions ou délibérations de ces conseils sont portés aux audiences solennelles». — *Entrée en vigueur le 1^{er} janv. 1992.*

Ces audiences se tiennent devant deux chambres sous la présidence du premier président.

Dans les cours d'appel qui ne comprennent qu'une chambre civile, la chambre des appels correctionnels assure avec cette chambre civile le service de ces audiences.

CODE DU TRAVAIL

DEUXIÈME PARTIE DÉCRETS EN CONSEIL D'ÉTAT

LIVRE PREMIER CONVENTIONS RELATIVES AU TRAVAIL

TITRE QUATRIÈME SALAIRE

CHAPITRE V LA SAISIE ET LA CESSION DES RÉMUNÉRATIONS DUES PAR UN EMPLOYEUR

SECTION II LA SAISIE DES RÉMUNÉRATIONS

SOUS-SECTION 1 LA CONCILIATION

Art. R. 145-10

La demande est formée par requête remise ou adressée au secrétariat-greffe par le créancier.

« Outre les mentions prescrites par l'article 58 du nouveau code de procédure civile, la requête contient, à peine de nullité :

« 1° Les nom et adresse de l'employeur du débiteur ; »

2° Les nom et adresse de son employeur;

2° Le décompte distinct des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus ainsi que l'indication du taux des intérêts;

3° Les indications relatives aux modalités de versement des sommes saisies;

Une copie du titre exécutoire est jointe à la requête.

SOUS-SECTION 2 LES OPÉRATIONS DE SAISIE

Art. R. 145-21

L'amende civile prévue par l'article L. 145-8 ne peut excéder « 3 000 EUR ».

LIVRE CINQUIÈME CONFLITS DU TRAVAIL

TITRE PREMIER CONFLITS INDIVIDUELS — CONSEILS DE PRUD'HOMMES

CHAPITRE VI PROCÉDURE DEVANT LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES

SECTION III SAISINE DU CONSEIL DE PRUD'HOMMES

Art. R. 516-9

La demande est formée au secrétariat [*secrétariat-greffe*] du conseil de prud'hommes. Elle peut lui être adressée par lettre recommandée.

Outre les mentions prescrites par l'article 58 du nouveau code de procédure civile, la demande mentionne, en cas de pluralité de chefs de demande, l'indication de chacun d'eux. «Le secrétariat-greffe délivre ou envoie immédiatement un récépissé au demandeur.

«Ce récépissé, ou un document qui lui est joint, reproduit les dispositions des articles R. 516-4, R. 516-5 et R. 516-13 à R. 516-20-1.»

CHAPITRE VII COMPÉTENCE DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES ET VOIES DE RECOURS CONTRE LEURS DÉCISIONS

SECTION II OUVERTURE DES VOIES DE RECOURS

Art. R. 517-4

« Le jugement n'est pas susceptible d'appel lorsque la valeur totale des prétentions d'aucune des parties ne dépasse le taux de compétence en dernier ressort du conseil de prud'hommes. »

Le jugement n'est pas susceptible d'appel si la seule demande reconventionnelle en dommages-intérêts, lorsqu'elle est fondée exclusivement sur la demande initiale, dépasse le taux de la compétence en dernier ressort.

SECTION IV L'APPEL

Art. R. 517-7

Le délai d'appel est d'un mois.

L'appel est formé par une déclaration que la partie ou tout mandataire fait, ou adresse par pli recommandé, «au greffe de la cour».

Outre les mentions prescrites par l'article 58 du nouveau code de procédure civile, la déclaration désigne le jugement dont il est fait appel et mentionne, le cas échéant, les chefs de celui-ci auxquels se limite l'appel ainsi que le nom et l'adresse du représentant de l'appelant devant la cour. Elle est accompagnée d'une copie de la décision.

CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Art. R142-28

Les parties peuvent interjeter appel dans un délai d'un mois à compter de la notification .

Peuvent également interjeter appel dans le même délai, à compter de la notification aux parties :

1°) le directeur régional des affaires sanitaires et sociales ou son représentant en ce qui concerne les litiges auxquels donne lieu l'application des législations de sécurité sociale ;

2°) le chef du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles ou son représentant en ce qui concerne les litiges auxquels donne lieu l'application des législations de mutualité sociale agricole ;

3°) Le ministre chargé de la sécurité sociale ou son représentant en ce qui concerne les litiges relatifs au recouvrement des cotisations et contributions visées au 3° de l'article L. 225-1-1.

Lorsque le litige pose la question de savoir si la législation de sécurité sociale applicable est celle afférente aux professions non-agricoles ou celle afférente aux professions agricoles, le directeur régional des affaires sanitaires et sociales ou son représentant et le chef du service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles ou son représentant peuvent chacun interjeter appel dans les mêmes délais.

L'appel est formé par une déclaration que la partie ou tout mandataire fait ou adresse par pli recommandé au greffe de la cour. La déclaration est accompagnée de la copie de la décision.

Outre les mentions prescrites par l'article 58 du nouveau code de procédure civile, la déclaration désigne le jugement dont il est fait appel et mentionne, le cas échéant, le nom et l'adresse du représentant de l'appelant devant la cour. L'appel est porté devant la chambre sociale de la cour d'appel. Il est formé, instruit et jugé suivant la procédure sans représentation obligatoire.

Art. R143-7

Le tribunal du contentieux de l'incapacité est saisi des recours par déclaration faite, remise ou adressée au secrétariat du tribunal où elle est enregistrée.

Le recours contre la décision de la caisse doit être présenté dans le délai de deux mois à compter de la date de la notification de cette décision. Toutefois, en cas de recours amiable, ce délai est interrompu. Il court à nouveau à compter soit du jour de la notification au requérant de la décision de la commission de recours amiable, soit à l'expiration du délai d'un mois prévu à l'article R. 143-1.

Le recours n'est pas suspensif, sous réserve de dispositions législatives particulières, et notamment de celles du premier alinéa de l'article L. 241-9 du code de l'action sociale et des familles.

Outre les mentions prescrites par l'article 58 du nouveau code de procédure civile, la déclaration indique, le cas échéant, le nom et l'adresse du médecin que le demandeur désigne pour recevoir les documents médicaux. Elle contient un exposé sommaire des motifs de la demande. Elle est accompagnée d'une copie de la décision contestée.

Art. R143-24

Cet appel est formé par une déclaration que la partie ou tout mandataire fait ou adresse par pli recommandé avec demande d'avis de réception au secrétariat du tribunal du contentieux de l'incapacité qui a rendu le jugement.

Outre les mentions prescrites par l'article 58 du nouveau code de procédure civile, la déclaration désigne le jugement dont il est fait appel et mentionne, le cas échéant, le nom et l'adresse du représentant de l'appelant devant la cour. Le secrétaire du tribunal du contentieux de l'incapacité enregistre l'appel à sa date ; il délivre, ou adresse par lettre simple, récépissé de la déclaration. Dès l'accomplissement des formalités par l'appelant, le secrétaire avise, par lettre simple, la partie adverse de l'appel ; simultanément, il transmet au secrétariat général de la Cour nationale de l'incapacité et de la tarification de l'assurance des accidents du travail l'intégralité du dossier de l'affaire avec copie du jugement, de la déclaration de l'appelant et de la lettre avisant la partie adverse.

Art. R766-35

Le recours est formé par déclaration orale ou écrite faite, remise ou adressée au secrétariat-greffe du tribunal d'instance. Outre les mentions prescrites par l'article 58 du nouveau code de procédure civile, la déclaration indique la qualité en laquelle le requérant agit.. Si le recours met en cause l'éligibilité d'un candidat, l'éligibilité ou l'élection d'un élu, la déclaration mentionne les noms, prénoms et adresses de ces derniers.

S'il porte sur la régularité d'une liste ou d'une candidature, elle fait état, selon le cas, des noms, prénoms et adresses des mandataires de la liste contestée ou des candidats contestés.

S'il porte sur la régularité du scrutin, elle fait état des noms, prénoms et adresses des mandataires de l'ensemble des listes.

Il est délivré un récépissé du recours.

Le recours est porté à la connaissance du procureur de la République par le greffier en chef.

DECRET N° 73-216 DU 1ER MARS 1973 RELATIF AU PAIEMENT DIRECT DE LA PENSION ALIMENTAIRE

Art. 6

Le créancier d'aliments qui, de mauvaise foi, aura fait usage de la procédure de paiement direct sera condamné par le tribunal d'instance à une amende civile de « d'un maximum de 3 000 EUR ».

DECRET N° 92-755 DU 31 JUILLET 1992 RELATIF AUX PROCEDURES CIVILES D'EXECUTION

TITRE VIII La saisie des droits d'associés et des valeurs mobilières

CHAPITRE PREMIER Les opérations de saisie

Art. 183-1

A peine d'irrecevabilité, la contestation est dénoncée le même jour, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'huissier de justice qui a procédé à la saisie.

« L'auteur de la contestation en informe le tiers saisi par lettre simple. »

CHAPITRE II Les opérations de vente

SECTION I Dispositions générales

Art. 185

La vente forcée est effectuée à la demande du créancier sur la présentation d'un certificat délivré par le « greffe ou établi par l'huissier de justice qui a procédé à la saisie » attestant qu'aucune contestation n'a été formée dans le mois suivant la dénonciation de la saisie ou, le cas échéant, d'un jugement rejetant la contestation soulevée par le débiteur

TITRE X Les mesures conservatoires et les sûretés judiciaires

CHAPITRE II Les saisies conservatoires

SECTION II La saisie conservatoire des créances

SOUS-SECTION 2 Conversion en saisie-attribution

Art.242

A compter de cette signification, le débiteur dispose d'un délai de quinze jours pour contester l'acte de conversion devant le juge de l'exécution du lieu où il demeure. Ce délai est prescrit à peine d'irrecevabilité.

« Sous la même sanction, la contestation est dénoncée le même jour, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'huissier de justice qui a procédé à la saisie.

« L'auteur de la contestation en informe le tiers saisi par lettre simple.

« En l'absence de contestation, le tiers saisi procède au paiement sur la présentation d'un certificat délivré par le greffe ou établi par l'huissier de justice qui a procédé à la saisie attestant qu'aucune contestation n'a été formée dans les quinze jours suivant la dénonciation de l'acte de conversion.

« Le paiement peut intervenir avant l'expiration de ce délai si le débiteur a déclaré ne pas contester l'acte de conversion. Cette déclaration doit être constatée par écrit.

DECRET N° 94-52 DU 20 JANVIER 1994 RELATIF A LA PROCEDURE DE CHANGEMENT DE NOM

Art. 2

A peine d'irrecevabilité, la demande expose les motifs sur lesquels elle se fonde, indique le nom sollicité et, lorsque plusieurs noms sont proposés, leur ordre de préférence; elle est accompagnée des pièces suivantes:

1° La copie de l'acte de naissance du demandeur;

2° Le cas échéant, la copie de l'acte de naissance des enfants du demandeur âgés de moins de treize ans et de ses autres enfants mineurs pour le compte desquels la demande est présentée;

3° Le consentement personnel écrit des enfants mineurs du demandeur âgés de plus de treize ans;

4° Pour chaque personne concernée, un certificat de nationalité française ou une fiche individuelle d'état civil et de nationalité française ou la copie de la manifestation de volonté d'acquérir la nationalité française ou de la déclaration d'acquisition de la nationalité française enregistrées par le juge d'instance ou du décret de naturalisation;

5° Le bulletin n° 3 du casier judiciaire de la personne concernée si elle est majeure;

6° Un exemplaire des journaux contenant les insertions prescrites à l'article 3;

« 7° Lorsque la demande pour le compte d'un mineur n'est pas présentée par ses deux parents exerçant en commun l'autorité parentale, l'autorisation du juge des tutelles ou, en cas d'ouverture de la tutelle, celle du conseil de famille. »